

Nouveau retour sur la création monétaire : Keynes ou Hayek, il faut choisir
Suite au texte de Jean Gadrey du 19 décembre 2012
« Besoin de création monétaire et besoin de "développement économique",
un point de débat avec Jean-Marie Harribey sur son analyse »

Jean-Marie Harribey

21 décembre 2011

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/12/21/nouveau-retour-sur-la-creation-monetaire-keynes-ou-hayek-il-faut-choisir>

Le débat avec Jean Gadrey est toujours fructueux et je le remercie pour s'être penché sur mon texte long et compliqué (« De la création monétaire et des décisions arrêtées lors du sommet européen des 8-9 décembre 2011 »¹). Mais il faut poursuivre la discussion car Jean Gadrey affirme trouver mon analyse « remarquable de précision » avec laquelle il n'a « aucun problème » sauf précisément avec le point qui est le plus important, non pas en soi, mais dans la présentation que j'avais faite d'un sujet restreint. Ou bien il s'agit d'un malentendu car on comprendrait mal l'expression d'un accord global hormis sur son soubassement fondamental. Ou bien il n'y a en fait pas d'accord sur l'ensemble et il faut chercher pourquoi.

Je me concentre donc sur ce point essentiel qui fait l'objet du commentaire de Jean Gadrey, lequel me suggère trois séries de remarques.

1) Jean Gadrey sait que je m'inscris tout à fait dans une perspective où l'économie bifurque vers un modèle social et écologique. Il ne s'agit pas seulement d'une inscription sur le plan d'un principe général, mais aussi dans le cadre d'une réflexion sur la monnaie, notamment en cette période de crise où la confiscation de la monnaie à des fins exclusivement privées a joué un rôle considérable dans la venue des conditions de la crise. Dans mon texte commenté par Jean Gadrey, je précisais d'ailleurs dans le principe 4 que l'anticipation de la production devait obéir à trois conditions dont l'une était : « La banque centrale contrôle suffisamment la pratique bancaire pour que celle-ci soit orientée vers des activités utiles et non vers la spéculation. Ce n'est pas non plus un hasard si, l'essentiel de la création monétaire dans la zone euro pendant la décennie 2000 étant allée vers les circuits purement financiers, la crise est aujourd'hui aussi profonde. » Jean Gadrey souligne lui-même son accord avec cela, mais plus loin dit : « Je ne crois pas qu'on puisse dire qu'un raisonnement macro peut faire abstraction du contenu de ce qui est produit et consommé (valeurs d'usages, besoins, soutenabilité, etc.). Plus exactement on peut évidemment le dire et le faire, mais on passe alors à côté des innombrables « valeurs ajoutées perdues » ou gaspillées dans le système actuel. » Jean Gadrey me reproche donc de ne pas écrire ce que j'ai écrit là comme dans de multiples autres endroits, et traite tout cela de « modèle en partie dépassé ». Me dire que j'oublie la valeur d'usage, alors que tout le débat que j'ai avec Jean Gadrey et d'autres partenaires depuis des années a consisté à faire reconnaître la nécessité de réintroduire ce

¹ <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/creation-monnaie.pdf> ;
<http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/12/12/de-la-creation-monetaire-et-des-decisions-arretees-lors-du-sommet-europeen-des-8-9-decembre-2011/#more-247>.

concept autonome par rapport à la valeur d'échange dans notre bagage théorique a quelque chose de réconfortant.²

2) Je suis certain que Jean Gadrey est parfaitement à même de voir la contradiction précédente. S'il passe dessus, c'est qu'il a en tête un autre reproche ou une autre idée qui est le cœur de son texte. Il dit vouloir critiquer mon affirmation selon laquelle « Au niveau macroéconomique, l'accumulation du capital et, de manière générale, tout développement économique, exigent obligatoirement une création monétaire qui anticipe le surplus social qui sera produit. »

Il y a deux points à expliciter ici : le surplus social et la nécessité de la création monétaire. Jean Gadrey conteste la nécessité de la création monétaire à cause du surplus car il croit que créer de la monnaie suppose que l'on veut perpétuer la croissance économique à l'infini, sans se préoccuper de la qualité de la production. Or ce n'était pas du tout le but recherché par mon texte. Le but était de montrer le point logique suivant que j'avais exprimé en termes du langage courant et non pas en termes académiques : croissance \Rightarrow création monétaire (*implique* au sens logique, c'est-à-dire que l'élément à droite de la double flèche est la condition nécessaire mais non suffisante de l'élément à gauche), sans que la réciproque soit vraie (si la réciproque était vraie, cela signifierait une identité entre croissance économique et création monétaire).

Si j'ai utilisé l'expression « surplus social » à la place de « surplus de croissance économique », ce n'est pas par hasard. Malheureusement, j'ai eu le tort de ne pas justifier ce choix, voyant que mon texte était déjà suffisamment long. Si je m'étais douté que cela aurait entraîné l'identification entre ces deux notions par Jean Gadrey, je l'aurais précisé. Je ne l'ai pas fait et je m'en excuse. Voici donc la justification : le surplus social désigne la part de la production accaparée par la classe dominante qui peut, selon les cas de figure, se confondre ou pas avec le surplus de croissance économique.³ Deux cas extrêmes peuvent illustrer cette différence ou cette assimilation : au Moyen-Âge, il y a très peu ou pas du tout de croissance économique au regard de ce qui se produira après la révolution industrielle, et pourtant il y a un prélèvement d'un surplus social (corvées, taxes) sur les serfs par les seigneurs ; à l'autre bout, dans le néolibéralisme exacerbé, quasiment tout le surplus de croissance va aux actionnaires et banquiers et s'identifie donc à peu de choses près avec le surplus social.

Reste à aborder le cœur du cœur de l'affaire. Ce qui va suivre est d'ordre purement logique et n'a rien à voir avec le choix de faire une production utile ou inutile, écologique ou dévastatrice, de qualité ou merdique. La *démonstration* en a été faite par les plus grands penseurs qu'on peut circonscrire à trois pour aller vite⁴ : Marx, Keynes et Kalecki. Je me suis gardé jusqu'ici de fournir cette démonstration qui obéit aux règles en la matière, mais elle est accessible sans difficulté insurmontable⁵. Je la présente ici de manière littéraire mais qui n'est pas moins rigoureuse.

² Lorsque la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a rendu son rapport sur les indicateurs de richesse, j'ai critiqué ce rapport sur la base de l'opposition entre valeur d'usage et valeur d'échange, incompréhensible pour des économistes à la culture néoclassique, mais j'ai aussi marqué une divergence avec l'analyse faite par le groupe FAIR qui est restée selon moi au milieu du gué, à cause justement de cette croyance selon laquelle un indicateur monétaire pouvait rendre compte de la qualité, de la valeur d'usage des biens et services, ce qui est impossible (voir « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1^{er} semestre 2010, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>).

³ On pourra trouver la démonstration de ce point dans mon livre *L'économie économe*, pages 152-155, ou bien <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/these-chapitre6.pdf>, pages 401-404.

⁴ On pourrait y ajouter aussi Rosa Luxemburg et Joseph Schumpeter.

⁵ La démonstration formalisée de ce point peut se faire avec les outils des circuitistes keynésiens ou avec ceux des schémas de la reproduction de Marx. On en trouvera une présentation dans <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/profit.pdf>, section 1.

On part d'un modèle (au sens de la modélisation) ultra simplifié : il y a des travailleurs et des entreprises capitalistes, lesquelles embauchent les premiers ; mais il y a deux types d'entreprises, celles qui fabriquent des biens de production et celles qui fabriquent des biens de consommation.

Au début, toutes les entreprises, d'une part, embauchent et versent des salaires, et, d'autre part, toutes achètent des biens de production à celles qui les fabriquent (celles-ci s'en achètent à elles-mêmes).

Avec les salaires, les travailleurs achètent les biens de consommation, et les entreprises achètent des biens de production. Autrement dit, les avances monétaires lancées dans le circuit par les entreprises (sous formes de salaires et d'achats de biens de production) refluent vers leurs investisseurs respectifs sous forme d'achats. Question : si les entreprises reçoivent globalement ce qu'elles ont avancé, où est leur profit, c'est-à-dire où est la contrepartie monétaire qui devrait se trouver en face de la partie de la production qui n'est ni achetée par les salariés ni par les entreprises renouvelant leurs biens de production usés, et qui constitue le surplus physique potentiellement porteur de profit monétaire ?

Il n'y a pas d'autre réponse possible à cette question que celle qui suit. Le crédit bancaire anticipe le résultat du processus productif : tout le travail ne sera pas payé (surtravail dégageant une plus-value) et engendrera un profit potentiel qui ne pourra se transformer en espèces sonnantes et trébuchantes que si une quantité de monnaie excédant les avances capitalistes ci-dessus est injectée dans l'économie.⁶ Ce profit monétaire peut exister dans une économie en croissance ou pas : actuellement, il n'y a pas de surplus de croissance (taux de croissance quasi nul) et pourtant il y a un surplus social ahurissant accaparé par la classe dominante.⁷

Ainsi une économie capitaliste implique nécessairement la création monétaire pour accompagner l'accumulation c'est-à-dire pour que les capitalistes récupèrent plus d'argent qu'ils n'en ont avancé ($A' > A$ au sens de Marx). Mais le raisonnement peut être généralisé à toute « économie monétaire de production » (l'expression est de Keynes) même non totalement capitaliste, s'il y a une sphère non marchande mais monétaire. D'où l'importance pour la collectivité et la transition vers une économie sociale et écologique de maîtriser la création monétaire, ce qui est certes un problème théorique mais immédiatement pratique dans la situation actuelle, contrairement à ce que dit Jean Gadrey.

3) Comment se pose ce problème pratique ?

La société peut-elle globalement (macroéconomiquement) investir sans création monétaire ? La réponse négative a été apportée dans le point précédent. Et Jean Gadrey, qui conteste ce point, propose de « réduire la masse monétaire en réaffectant ses usages ». On sera vite d'accord sur la réaffectation des ressources existantes. Mais le problème n'est pas là.

⁶ On raisonne à vitesse de circulation de la monnaie stable ; si elle augmentait, cela équivaldrait à un accroissement de la masse monétaire.

⁷ J'ai rendu compte ainsi du livre de Laurent Cordonnier, *L'économie des Toambapiks, Une fable qui n'a rien d'une fiction* (Raisons d'agir, 2010), petit bijou pédagogique qui fait la synthèse entre Marx, Keynes et Kalecki : « L'économie est sauvée par la découverte de la loi de Kalecki, cet économiste polonais du XX^e siècle ignoré de la plupart des économistes bien-pensants. La banque centrale avance aux entrepreneurs l'argent nécessaire pour payer les salaires et aussi pour pouvoir acheter les biens d'équipement. Ainsi, s'enclenche la dynamique de l'accumulation du capital, dans laquelle les profits se fixent à la hauteur des dépenses d'investissement que les entreprises réalisent : "Plus les travailleurs bossaient dur, plus le montant que les karentoc (propriétaires) étaient susceptibles de prélever sur le produit de leur travail était élevé. Mais la part qu'ils parvenaient effectivement à prélever était réglée, quant à elle, au moment précis où les karentoc distribuaient le pouvoir d'achat relatif entre les travailleurs et eux-mêmes, c'est-à-dire : entre les salaires et les dépenses d'investissement..." (p. 160). » <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2010/04/04/lire-un-vrai-livre-deconomie>.

Aucune économie monétaire prise globalement ne finançant son investissement net sur épargne préalable, il n'y a pas d'échappatoire : sur ce point précis, il faut choisir entre Keynes et Hayek, car la thèse dite de l'épargne préalable est le corollaire de la loi des débouchés de Say qui n'est vraie que dans une économie de troc, donc non monétaire. Autrement dit, Jean-Baptiste Say, fossoyeur de l'économie politique, est définitivement hors sujet, car ce n'est pas le montant de l'épargne qui fixe le niveau de l'investissement. C'est l'inverse : l'investissement engendre un nouveau revenu qui sera en partie consommé, et l'épargne viendra s'ajuster au niveau de l'investissement déclencheur, que celui-ci soit privé ou public, qu'il soit utile ou futile, ne changeant rien à l'affaire.⁸

Si l'hypothèse de Jean Gadrey était confirmée, à savoir que la masse monétaire serait réduite pour transformer l'économie, cela signifierait une diminution de la production globale et un désinvestissement macroéconomique et non pas la possibilité d'un investissement macroéconomique net. Donc, à partir de là, on cesserait de raisonner sur un plan logique, on serait directement dans un problème politique pratique en organisant le désinvestissement et la diminution programmée de la production : *l'austérité durable*. Aux antipodes d'une *transition* entre une société productiviste et une société écologique, car croire qu'une telle transition pourrait s'effectuer par un simple réaiguillage de ce qui existe est une vue de l'esprit, l'économie n'étant pas simplement une affaire de tuyaux qu'on débranche pour les brancher ailleurs.

La taxation des transactions financières a pour but de réduire sinon d'anéantir la spéculation, du moins à terme. La penser comme une source d'investissement net à l'échelle de la société est un non-sens. En effet, si demain on ne crée plus de monnaie pour nourrir la spéculation (comment Jean Gadrey peut-il supposer que je ne pense pas cela comme un heureux événement ?), *on la créera* pour anticiper des activités utiles et propres, et vraisemblablement comme j'en ai l'intuition, pour anticiper une augmentation raisonnable de ces activités utiles et propres pendant la phase de transition. Et la monnaie en circulation n'aura donc plus besoin d'augmenter à un rythme échevelé de 12 % par an pour « s'évader dans la finance improductive », selon l'heureuse expression de Jean Gadrey, comme ce fut le cas dans la zone euro à la veille de la crise de 2007. Et puis, surtout, on ne « recyclera » pas les transactions financières car, d'une part, elles ne représentent que des richesses fictives, et, d'autre part, il ne faut pas les confondre avec la masse monétaire.⁹

Ce débat théorico-politique sur la place de la monnaie dans la société est le grand impensé de beaucoup de théoriciens de la décroissance, qui ont longtemps glosé sur la sortie de l'économie monétaire¹⁰, pour finir par reconnaître l'inanité de cette conception. Tant

⁸ Cette controverse théorique continue d'opposer keynésiens et héritiers de Say pour qui la dépense publique, même en cas de défaillance privée, est néfaste car tout emprunt public d'une part capte l'épargne privée et d'autre part oblige les ménages à prévoir les futures hausses d'impôt et donc à épargner davantage. Cette thèse développée entre autres par Barro confond l'équivalence entre les différentes manières de lever l'impôt avec une neutralité au regard de l'activité économique.

⁹ Une question a agité les listes électroniques dans les jours précédents au sujet d'une citation tirée d'un texte d'Ignacio Ramonet, « La grande régression », <http://www.medelu.org/La-grande-regression> : « Qu'appelons-nous "les marchés" ? Un ensemble de banques d'investissement, de compagnies d'assurances, de fonds de pension et de fonds spéculatifs qui achètent et vendent essentiellement quatre sortes d'actifs : devises, actions, obligations d'Etat et produits dérivés. Pour avoir une idée de leur colossale force, il suffit de comparer deux chiffres : chaque année, l'économie réelle crée, dans le monde, une richesse (PIB) estimée à 45 mille milliards d'euros. Tandis que, dans le même temps, à l'échelle planétaire, dans la sphère financière, les "marchés" mobilisent un volume de capitaux estimé à quelque 3,5 millions de milliards d'euros... C'est-à-dire 75 fois ce que produit l'économie réelle. » Il y a ici une confusion entre volume des capitaux et volume des transactions sur ces capitaux. Cette confusion ressemble à une autre entre volume des transactions financières et masse monétaire.

¹⁰ Le maître entre tous fut en la matière Serge Latouche, mais qui a depuis un certain temps heureusement abandonné cette lubie.

mieux, mais il en reste des traces dans l'idée qu'on pourrait transformer la société comme si celle-ci fonctionnait dans le cadre d'une économie qui ne serait pas une économie monétaire de production¹¹. La différence entre Robinson Crusoé sur son île et une économie monétaire est que le premier doit *épargner* quelques grains de blé pour *investir* en semant, tandis que, dans la seconde, *il n'y a pas d'investissement sans engagement monétaire pour pouvoir monétiser le résultat de cet investissement*. Cet impensé sur la monnaie rejoint celui de nombre de théoriciens nourris d'un marxisme fossilisé par le stalinisme, qui ont pendant longtemps assimilé marché et capitalisme ou monnaie et capitalisme, et qui ont cru, lors de certaines expériences révolutionnaires, qu'il fallait supprimer la monnaie et tout marché pour abattre le capitalisme.

La comparaison que fait Jean Gadrey entre le scénario énergétique Négawatt (sobriété, efficacité, alternatives) et un nouveau scénario monétaire n'est pas raison. Parce que si la monnaie est condition nécessaire, ce n'est pas le pôle monétaire qui fait les choix d'investissement, de production et de consommation. Donc, si l'organisation du travail, de la production et les finalités de celle-ci sont radicalement réorientées, les flux monétaires répondront à cette nouvelle demande, quantitativement *et* qualitativement.

Quant aux monnaies alternatives, les principes que j'ai rappelés s'y appliquent complètement. Ainsi, toutes les expériences en la matière (SEL, monnaies locales...) ont redécouvert empiriquement un principe keynésien de base : le crédit amorce la pompe de l'activité, du lien social, etc., qui ... croissent et non pas décroissent...

Je sens bien que cette discussion est complexe et qu'elle heurte parfois le sens commun (ce bon sens à la Raffarin : l'État doit gérer son budget comme un bon père de famille, on ne peut dépenser plus qu'on ne gagne, il faut d'abord épargner pour investir, et autres balivernes confondant échelle individuelle et échelle globale¹²). Mais si on veut la mener avec sérénité, il faut se garder de faire passer le partenaire de discussion pour ce qu'il n'est pas (qui « fait l'impasse sur la valeur d'usage », ou qui « passe à côté des innombrables valeurs ajoutées perdues », ou qui « s'interroge sur une question secondaire ») et de dévaloriser ce qu'il essaie d'expliquer au motif que c'est trop théorique parce qu'on a soi-même une autre théorie sous-jacente mais qui n'est pas explicitée. Je n'ai jamais caché que pour moi la théorie marxienne et la théorie keynésienne étaient incontournables pour comprendre le capitalisme et pour penser la sortie de la logique de celui-ci, problématique écologique incluse à part entière.¹³ J'admets parfaitement qu'on puisse avoir d'autres références. Cependant, il en est une, la thèse de l'épargne préalable, qui ressort périodiquement, sous les meilleures plumes et dans une bonne intention, mais qui est radicalement fautive. Ce n'est pas moi qui ai dit que la monnaie était l'un des trous noirs de la pensée économique dominante, mais je partage ce constat.

¹¹ Qu'il n'y ait pas encore un malentendu. Je ne plaide pas pour que disparaisse la partie de la richesse collective qui n'est pas monétaire, au contraire. Mais les restrictions monétaires seraient tout aussi catastrophiques. On pourrait rouvrir aussi un autre débat sur le revenu d'existence monétaire dont certains théoriciens ont longtemps cru qu'il serait engendré ailleurs que dans le travail productif collectif qui est monétarisé.

¹² Si cette fameuse crise dite de la dette publique peut nous apprendre quelque chose, c'est ceci : il y a trois différences entre la gestion d'un ménage individuel et la gestion de la chose publique. 1) L'État peut quand il veut, s'il a la légitimité politique pour le faire, lever l'impôt et donc accroître ses recettes. 2) La dépense publique (par exemple, construire une école et embaucher des enseignants) engendre une richesse et donc des recettes fiscales nouvelles. 3) L'horizon de vie de la puissance publique n'est pas a priori limité.

¹³ J'ai volontairement laissé de côté la question de la dette écologique qui est incommensurable avec une dette financière, la première ne pouvant s'effacer, au contraire de la seconde. Mais la bifurcation écologique de l'économie contribuerait à sortir du capitalisme productiviste et donc de sa crise dont la crise financière n'est que l'un des aspects.

P.S. Dans sa réponse sur son blog, Jean Gadrey s'étonne que l'on doive choisir entre Keynes et Hayek *au sujet des rôles respectifs de l'épargne, de l'investissement et de la monnaie*. Son étonnement fixe bien les termes du désaccord théorique.

Il indique aussi que les concepts pour analyser le capitalisme sont dépassés. Serait-ce que le capitalisme est déjà dépassé ? On aimerait le croire.

Les concepts sont des constructions sociales, certainement. Mais il y a une autre interprétation possible que celle du caractère dépassé des concepts de valeur, d'accumulation, de suraccumulation, de crise, de régulation, etc. : ces concepts n'ont jamais été aussi pertinents car le capitalisme tend à se rapprocher de son « idéal-type » au sens de Weber, c'est-à-dire de son modèle chimiquement pur qu'analysait Marx dans *Le Capital*, que Keynes pensait irréductiblement instable dans la *Théorie générale* et que Polanyi considérait comme une utopie mortifère dans *La grande transformation*. Tout le contraire d'Hayek. Oui, je pense qu'il faut choisir.